

par un des secrétaires du président du Conseil. Partis la veille, dans la nuit, les deux hommes s'étaient d'abord rendus à Briare où Weygand et Georges venaient de replier leur quartier-général ; les autres ministres sont partis par petits groupes, selon leurs affinités. Mandel n'arrivera, sans doute, qu'avec un peu de retard car, avant de partir, il a cru bon d'inviter les conseillers municipaux de Paris à quitter la capitale. Il craignait — il l'avait déjà dit — que les édiles ne soient tentés de constituer un gouvernement provisoire.

XX

MANDEL PRESENTI PAR CHURCHILL

13 juin : Comme je m'en étais douté, Mandel a refusé de s'installer au château de Veretz. Ministre de l'Intérieur, il a jugé qu'il était préférable de siéger en permanence à la préfecture, afin d'affirmer, en sa personne, la continuité du gouvernement. Dans la pièce qu'il occupe au rez-de-chaussée, il a commencé, sans désespérer, à recevoir les parlementaires qui ont suivi le gouvernement et auxquels il a déclaré qu'il ne quitterait pas son bureau, même pour dormir. Comme il le fit vingt ans plus tôt, quand il était chef de cabinet de Clemenceau, il couchera sur place, prêt à répondre aux appels qui lui viennent des régions encore non occupées.

A Veretz logeront donc uniquement quelques membres de son cabinet civil et militaire, parmi lesquels j'ai été heureux de retrouver le capitaine de vaisseau Jozan, hardi compagnon toujours de bonne humeur, qui pratiqua, un des premiers, les vols en piqué. Dans notre demi-désœuvrement, je prends plaisir aussi à m'entretenir avec l'acteur Pierre Blanchard qui nous a demandé asile. Vers 10 heures, j'ai pu, toutefois voir un instant le ministre qui arborait son visage des mauvais jours. Il s'est un peu détendu, et ses yeux ont pétillé de cette ironie gouailleuse qui restitue à ses traits une sorte de trouble jeunesse, lorsque je lui ai parlé de l'algarade de Bernstein, et, en général, des prétentions d'une foule « d'émigrés » qui cherchent à reconstituer dans cette capitale provisoire un « Tout-Paris » où se coudoient hommes politiques, gens d'affaires et gens de théâtre, dont quelques-uns ne dépareraient pas les romans de Marcel

Proust. Mis en train par les mésaventures de ce beau monde, Mandel a lancé quelques mots cruels « contre les généraux qui refusent de se battre », et seraient donc justiciables de la Cour Martiale. Puis, sur une question de ma part, il a répété ce qu'il m'avait dit déjà plusieurs fois :

— Quoi qu'il arrive je ne quitterai jamais le territoire français.

J'en ai conclu qu'il ne demeurerait pas forcément dans la Métropole. D'après lui, le gouvernement durera bien encore une semaine, et ensuite, « il faudra passer à l'ordre du jour ».

Formule à peine sybilline pour ceux qui ont l'habitude du langage codé de Mandel.

13 juin : Ce matin, vers onze heures, comme je stationnais devant la préfecture où j'étais venu aux nouvelles, j'ai vu arriver Churchill, appelé d'urgence par Reynaud. L'accompagnait l'inévitable général Spears. L'aspect des deux hommes m'a réconforté. Le flegme de Churchill qui se traduisait par la lenteur et l'allongement de son pas, son visage de dogue d'un teint de brique, donnaient une impression de force tranquille, tout autant que celui du général Spears, où j'ai cru surprendre une extraordinaire expression de mépris narquois. Quel contraste avec l'affolement, la nervosité de la plupart de nos ministres et même de nos chefs militaires !

Intrigué par la visite que les Britanniques ont faite à Mandel après leur entretien avec le président du Conseil, j'ai interrogé Francis Varenne qui avait déjeuné avec Mandel dans le bureau de la préfecture. Selon lui Churchill a fait à Mandel des propositions très nettes : Il lui a offert de partir pour Londres, où il serait invité à former un gouvernement français en exil, qui, tenant pour nul l'armistice en préparation, poursuivrait, avec l'appui total des Anglais, la lutte contre le nazisme.

— A-t-il accepté ? ai-je demandé.

— Non, mais son refus tient plutôt à une question de forme... Si le gouvernement anglais était disposé à lui fournir les moyens de défendre ce qu'on nomme maintenant le « réduit breton », Mandel lancerait aussitôt un appel au peuple français pour l'engager à la résistance.

— Hélas ! ai-je murmuré, cette solution me paraît dépas-sée. Paul Reynaud qui en a été d'abord partisan s'est vu obligé de l'abandonner. Je regrette sur ce point l'obstination de Mandel.

— Je la regrette moi aussi, d'autant plus qu'il y aura peut-

être des civils ou des militaires qui se montreront moins exigeants. Le pouvoir est à prendre. Il ira à celui qui lui fera signe le premier. Je pense à Darlan qui tient en ses mains un atout maître : sa flotte.

13 juin (10 heures du soir) : Je me préparais à rentrer à Veretz pour la nuit, lorsque Mandel m'a fait appeler. Il achevait d'écrire une lettre qu'il m'a tendue, après l'avoir soigneusement cachetée :

— Voulez-vous, m'a-t-il dit, l'apporter au général de Gaulle qui loge tout près d'ici, dans une aile de la préfecture. En principe, il n'y a pas de réponse. Arrangez-vous pour que personne n'en sache rien...

J'ai trouvé de Gaulle en train de bourrer de papiers une mallette métallique. Il a lu le message de Mandel et l'a mis dans sa poche sans mot dire. Je m'éloignais déjà, lorsqu'il m'a rappelé :

— Dites à Monsieur Mandel que j'admire son courage et sa clairvoyance. Il est ministre de l'Intérieur ; il dispose des forces de police ; il a les moyens de faire arrêter n'importe qui. A Bordeaux où le gouvernement ne tardera pas à se réfugier, en attendant de reculer jusqu'à la frontière espagnole, il devra bientôt se démettre de ses fonctions. Les partisans de l'armistice l'emporteront. Que pourra-t-il faire alors ? Il a l'intention, je crois, de se rendre en Algérie ou au Maroc. C'est une fausse solution. A Rabat ou à Alger il sera mal accueilli par des généraux qui ont déjà décidé de se mettre sous les ordres de Pétain. Il y perdra sa liberté... Inutilement.

J'ai rapporté ces propos à Mandel qui s'est contenté de hausser les épaules.

14 juin (10 heures du matin) : J'ai été un peu étonné d'apprendre qu'après son entrevue avec Mandel, le général Spears a eu un entretien non moins long avec de Gaulle. Qu'est-ce que cela signifie, sinon que les Britanniques sondent tour à tour les rares ministres résistants qui seraient résolus à continuer le combat ?

14 juin : Le gouvernement tient conseil presque sans arrêt au château de Cangé où le président Lebrun a établi sa résidence. La réunion qui a eu lieu ce soir, après huit heures, a été l'occa-

sion d'un débat qui a failli tourner au drame. Des indiscretions qui se font jour d'autant plus fréquemment que les tendances opposées s'accusent avec plus de violence, il ressort que la majorité des ministres s'est prononcée pour la demande immédiate de l'armistice. Si une décision en ce sens n'a pas encore été prise, on le doit uniquement à la résistance de quelques irréductibles, Campinchi, Louis Marin, de Gaulle (lequel s'est montré, paraît-il, favorable au *réduit breton*), plus un autre, dont on tait curieusement le nom : tous groupés autour de Mandel qu'appuient, hors du Conseil, les présidents des deux Assemblées, Herriot et Jeanneney. De quoi former, après tout, un ministère de salut public, avec l'accord de Lebrun, qui a toujours refusé, quoiqu'on prétende le contraire, de rallier le camp des « défaitistes ». Il gémit parfois, mais c'est pour affirmer ensuite que son mandat n'étant pas expiré, il entend exercer ses fonctions jusqu'au bout, dans les limites que la Constitution lui a tracées, ce qui équivaut à désavouer les intrigues qui se nouent autour de Pétain.

En rentrant à Veretz, dans la nuit, je me suis heurté à Frossard qui tâtonnait comme moi dans l'obscurité pour retrouver son hôtel. Il m'a répété que seul, avec Chautemps, des ministres de gauche, il s'était affirmé partisan de l'armistice :

— On ne peut rien contre les faits. Mandel refuse d'en tenir compte... A propos, savez-vous ce que m'a dit de lui le général Spears : « Votre Mandel me plaît de plus en plus : Si l'on pouvait aimer un poisson, je l'aimerais. »

Un poisson ! Il a peur sans doute que Mandel lui glisse entre les doigts.

15 juin : Une nouvelle accablante encore que prévisible : Paris a été occupé par les Allemands. Mandel, qui a téléphoné au commissariat de police d'un arrondissement de la rive gauche, en a reçu confirmation. Mais, peu après, la communication a été coupée...

Le départ du gouvernement qui, la veille, semblait ajourné, a été décidé brusquement. Je me suis donc posté devant la préfecture pour attendre la sortie du ministre. Il est apparu vers midi, coiffé de son éternel chapeau melon. Je l'ai aidé à endosser son pardessus.

— Je m'en vais, a-t-il dit, mais je reste toujours ministre de l'Intérieur. Si l'on raconte demain que j'ai démissionné, ne le croyez pas... Il faudra qu'on me chasse de mon poste.

Je lui ai demandé :

— Dans ce cas, où irez-vous ?

— Il est trop tard maintenant pour se retirer en Bretagne et s'y retrancher. Les Allemands seront peut-être ici dès ce soir, et l'état-major n'a rien prévu. Mais, non loin de Bordeaux où nous allons, il y a, vous le savez, un port qui s'appelle Le Verdon où les grands paquebots peuvent accoster... Vous n'ignorez pas ce que j'ai toujours préconisé : En cas d'invasion, continuer la lutte dans un de nos territoires d'Outre-mer. Je n'ai pas changé d'avis. Si vous écrivez, un jour, l'histoire de ces temps troublés, vous attesterez que je n'ai jamais douté de la victoire.

Avant de monter en voiture, il a ajouté :

— Je vous rends votre liberté. Pour ce que je veux faire, je veux être seul.

22 juin : Il y a huit jours que je me suis réfugié à Tulle chez mon frère, nommé récemment Trésorier-payeur général de la Corrèze. Reçu, ce matin, une longue lettre de Varenne, apportée par un sénateur qui a quitté Bordeaux pour rentrer chez lui. Elle me donne, bien entendu, des nouvelles de Mandel. Dès son arrivée à Bordeaux, il s'était installé à la Préfecture où l'avaient rejoint aussitôt Blum, Herriot, Jeanneney. Dans l'après-midi, il avait reçu l'ambassadeur de Pologne qui l'avait pressé de faire un coup d'Etat, à l'aide des forces de police concentrées dans la ville et dans la banlieue. Il avait répondu :

— Rien ne m'arrêterait si je jugeais la chose possible, mais je suis juif...

Il n'en avait pas moins interdit l'accès de la préfecture au groupe des « capitulards », qui s'était formé autour de Laval, avec Bergery, Déat, Marquet, maire de Bordeaux. Négligeant leurs menées, Mandel s'en était pris à Pétain :

— Le défaitiste de 1918 est devenu le traître de 1940.

Alors, vers une heure de l'après-midi, il avait été arrêté au restaurant du *Chapon fin* où il déjeunait et emmené dans un commissariat de police, sous l'accusation, aussi vague qu'ineffecte, d'avoir rassemblé des armes, avec le concours du général Buhner, chef d'état-major des troupes coloniales. Mais, averti par Herriot, le Maréchal l'avait fait libérer peu après et avait consenti à lui écrire une lettre d'excuse dont Mandel lui-même avait dicté les termes.

Le 19, le nouveau gouvernement étant formé, où Pomaret avait accepté le portefeuille de l'Intérieur, l'amiral Darlan avait frêté le paquebot *Massilia*, en vue de transporter en Afrique

du Nord les parlementaires désireux de quitter la Métropole ; mais il ne s'en était présentés que 25 ; parmi les plus marquants : Mendès-France, Le Troquer, Jean Zay et Daladier, accompagné de Mme de Crussol, qui ralliait ainsi le camp des irréductibles.

Tandis que la plupart des émigrés se rendaient à Alger, Mandel, suivi de Daladier et de Delbos, projetait d'aller à Rabat, où, avec l'appui escompté du général Noguès, il tenterait de former un gouvernement. Varenne ne savait pas ce qui était résulté de cette démarche bien risquée, qui m'a fait regretter une fois de plus que Mandel n'ait pas plutôt gagné Londres.

XXI

DEUX CAFES, DEUX CLANS

5 septembre 1940 : Me voici revenu à Paris. Le passage de la frontière, que je redoutais un peu, s'est effectué sans difficulté. A Vierzon, examen rapide de nos papiers. Salut courtois du colonel de la Wehrmacht qui dirigeait les opérations de contrôle...

J'ai retrouvé avec plaisir mes amis de Saint-Germain-des-Prés. Mais une question s'est posée presque tout de suite : Dans ce milieu d'écrivains que je vais de nouveau fréquenter, se dessine une coupure, peu profonde encore, mais qui, avec le temps, ne pourra, je le crains, que s'accroître. Faudra-t-il donc se résoudre à un choix entre deux fractions opposées ?

En attendant que les deux camps soient bien tranchés et qu'il devienne plus difficile de passer de l'un à l'autre, même pour l'observateur que je veux être, je fais des sondages qui m'amènent tantôt aux *Deux-Magots* où semblent vouloir se rassembler ceux qui s'inclinent à une certaine soumission à ce qu'ils appellent la force des choses, tantôt chez *Lipp* où j'ai rencontré, dès le premier jour, des gens qui, même lorsqu'ils se taisent, protestent dans leur for intérieur contre l'outrage permanent que constitue la présence des Allemands à Paris.

Aux *Deux-Magots*, j'ai été accueilli par deux hommes qui m'ont tout de suite considéré comme un ami virtuel.

Le premier, Jean-Pierre Maxence, m'a frappé d'abord par sa laideur, qu'un front intelligent sous une tignasse crépue permet, quelquefois, d'oublier. J'ai assez peu pratiqué ses livres, un peu plus ceux de son frère Francis, à qui quelques critiques ont fait une réputation de grand romancier. Mais de la poignée